

## Communiqué conjoint - Suspension de la mise en oeuvre de l'accord cadre de Ouagadougou

La Coordination du Mouvement National de Libération de l'Azawad (MNLA) et du Haut Conseil pour l'Unité de l'Azawad (HCUA), rejointe dans cette démarche par le Mouvement Arabe de l'Azawad (MAA), informe l'opinion nationale et internationale que suite aux graves et multiples difficultés de mise en oeuvre de l'accord de Ouagadougou causées par le non respect des engagements du dit accord, notamment à travers:

la violation unilatérale du cessez-le feu par la partie malienne,,  
la poursuite des exactions militaires sur les civils azawadiens et la poursuite des arrestations arbitraires,  
la non libération des détenus politiques suite au conflit,  
la violente répression de la manifestation des femmes à Kidal,  
l'agression des positions militaires du MNLA à Foyta, dans la zone de Léré,  
les déclarations belliqueuses du nouveau président malien, élu à la faveur des accords de Ouagadougou et pour laquelle le MNLA, conformément à ses engagements, a garanti la sécurité et le bon déroulement dans les zones sous son contrôle  
En conséquence de tout ce qui précède ci-dessus, la coordination du (MNLA) et (HCUA), rejointe en cela par le MAA, a décidé de suspendre toute participation à la mise en oeuvre de l'accord cadre de Ouagadougou, et ce, jusqu'à nouvel ordre.

Cette suspension est intervenue le 18 septembre 2013 à la suite de la deuxième et controversée réunion du Comité de Suivi et d'évaluation du dit accord et aux graves déclarations du nouveau président malien qui affirmait dans son discours à Bamako « Sauf l'indépendance, le fédéralisme et l'autonomie, tout est négociable... ». Cette déclaration rend, de facto, nulle et non avenue la participation des mouvements de l'Azawad à toute discussion dans la mesure où elle implique explicitement qu'il n'y a strictement rien à négocier.

De ce fait, la Coordination a adressé une correspondance à la Médiation à Ouagadougou afin de l'informer de la gravité de la situation et d'en tirer les conséquences qui s'imposent. En effet, comme clairement exprimé par le secrétaire général du MNLA, Bilal Ag Acherif, « Nous serons au bord de la dérive de manière terrible et dangereuse, si toutefois la trajectoire du processus engagé par Bamako n'est pas corrigée dans les meilleurs délais ».

Par ailleurs, nous interpellons les Nations Unies, engagées dans ce processus de recherche d'une paix juste et durable, notamment à travers la MINUSMA, et lui rappelons qu'elle s'est formellement engagée pour le respect des accords de Ouagadougou par toutes les parties.

Vive le vaillant peuple Azawadien... vive l'AZAWAD libre, paisible, stable et prospère.

Ouagadougou, le 26 Septembre 2013

Pour le MNLA

Mossa Ag Attaher

Chargé de la communication et Porte parole du MNLA

Pour le HCUA,

Ahmada AG BIBI,

Chargé des Relations Extérieures

Pour le MAA,

Boubacar Taleb,

Secrétaire à la Communication et porte  
parole